

RÉVISION DE L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE

La colère monte

Le gouvernement Sellal fera-t-il marche arrière quant à l'entrée en vigueur de la disposition portant révision de l'ordonnance 97-13, régissant la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge ? En haut lieu, la colère exprimée par le monde du travail au lendemain des travaux de la 19^e tripartite est plus que jamais prise au sérieux.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Première réaction : la Confédération générale autonome des travailleurs algériens (CGATA) est montée au créneau et lance un appel pour la constitution «d'un front syndical contre l'offensive qui touche les travailleurs et les travailleuses de tous les secteurs, Fonction publique et secteur économique privé ou public confondus». Pour cela, un appel pour la tenue d'une «réunion regroupant toutes les organisations syndicales autonomes ainsi qu'avec les sections de l'UGTA qui ne veulent plus se taire car l'enjeu est important et

nous devons trouver sur cette question la volonté et le courage nécessaire pour construire un front syndical».

«La CGATA sait que c'est parce que ni le patronat ni les autorités ne veulent d'une réelle organisation syndicale des travailleurs que l'enregistrement lui est refusé illégalement. La CGATA considère que même les syndicats corporatistes sont frappés de plein fouet avec la décision prise lors de la 19^e session de la "tripartite" où il n'est plus permis à aucune organisation syndicale de se retrancher derrière des revendications corporatistes»,



Le gouvernement Sellal face à la fronde sociale.

lit-on dans le communiqué diffusé à ce sujet.

Et d'ajouter «nous devons sur cette question nous concerter et construire une unité d'action, au moins par rapport à cette revendication, car cette régression ne fait que commencer, elle se déploiera

avec l'avènement du prochain code de travail». Cela étant, la colère du monde du travail ne s'est pas fait attendre, puisqu'au lendemain des travaux de la 19^e tripartite, dont le dossier de retraite avait occupé une grande place, les travailleurs tant à Hassi Messaoud

qu'au niveau de la zone industrielle de Rouiba ont exprimé leur colère.

A Rouiba, à titre d'exemple, le syndicat d'entreprise affilié à l'UGTA, a rendu public un communiqué dans lequel, il a été indiqué que les travailleurs «réclament le point de la retraite à 25 ans qui a été soulevé dans le P-V de la coordination amont en 2011 et le maintien du système de retraite actuel, compte tenu de la nature pénible des activités qu'ils exercent dans les régions du Grand-Sud».

Face à cette situation, le gouvernement se verrait dans l'obligation «d'ajourner» l'entrée en vigueur de cette disposition d'autant que conformément à la loi, ladite ordonnance devait intervenir entre deux sessions parlementaires et dans le cas échéant, c'est entre le 2 juin et le 2 septembre.

A. B.

ALORS QUE LA CNR CONTINUE À RÉCEPTIONNER LES DOSSIERS DE DÉPARTS À LA RETRAITE

La colère des travailleurs et des syndicalistes ne diminue pas

En dépit de rumeurs distillées dans le but de casser la dynamique de la contestation des travailleurs et de leurs représentants contre le projet du gouvernement de rendre caduque l'ordonnance 97/13 qui encadre le départ en retraite, la colère au sein des collectifs des travailleurs du secteur industriel et de leurs représentants reste vive. C'est ce que nous avons relevé hier auprès des syndicalistes de la zone industrielle de Rouiba (Est d'Alger).

Les formules du départ à la retraite sont les points de discorde entre les travailleurs fortement mobilisés et le gouvernement. Ces formules sont pour l'heure plus avantageuses pour les travailleurs. Le gouvernement veut supprimer ces avantages et revenir à avant 1997 pour diminuer, se défend-il, la pression financière sur la Caisse nationale de retraite (CNR).

En effet, un agent peut partir, sans condition d'âge après avoir cotisé pendant 32 ans et il aurait une pension de 80% de son salaire soumis au prélèvement de la Sécurité sociale. La seconde formule est dite proportionnelle : l'agent doit avoir 50 ans et cotiser pendant 20 ans pour bénéficier d'une pension calculée sur la base de ces deux paramètres. «Comme toujours, on s'attaque aux simples travailleurs et aux smicards. Cette fois-ci, nous ne nous tairons pas. Nous sommes prêts à aller loin», nous a confié, hier, un syndicaliste de la SNVI que nous avons rencontré aux alentours du bureau de l'Union locale (Ugta) de Rouiba.

Un autre intervient pour dénoncer ce qu'il considère comme deux poids et deux mesures dans la politique de l'affectation des avantages sociaux pour les travailleurs surtout le départ à la retraite. «Est-ce que cette nouvelle loi restrictive et contraignante sera-t-elle appliquée à toute les catégories sociales du pays, c'est-à-dire aux militaires, aux ministres et aux députés qui ne payent même pas leurs impôts. Je vous assure qu'il y a une forte colère qui reste pour le moment en sourdine.»

Ironisant sur la capacité de l'Ugta à contester ou à négocier, le syndicaliste en colère lancera «durant la tripartite, le syndicat et le patronat se sont réunis avec le gouvernement».

De leur côté, les quelque 1 000 travailleurs des 5 unités du Groupe Anabib (ex-SNS) basé dans la zone industrielle de Réghaïa ont organisé mardi, sous l'égide du Comité syndical affilié à l'Ugta, une journée de protestation pour dénoncer cette suppression déci-

dée. Il y a lieu de noter que la mobilisation et la protestation contre le projet gouvernemental vient spécialement des grandes entreprises publiques (SNVI, Sonatrach, Anabib,) considérées comme des places fortes et impenables à l'Ugta. Mis sous pression par les travailleurs, les responsables syndicaux intermédiaires sont obligés de se déterminer contre la démarche de la Centrale de Sidi-Saïd qui a, selon eux, accepté la proposition du Premier ministre Abdelmalek Sellal, sans broncher. Ces syndicalistes du terrain essayent de gérer la situation qui pourrait vite les dépasser.

La CNR non concernée pour l'heure

Au niveau de la CNR de Boumerdès qui gère les dossiers des travailleurs de la wilaya en question et ceux des deux zones industrielles de Rouiba et Réghaïa, la situation est normale.

Beaucoup de monde qui attend ce mercredi matin son tour soit pour introduire une réclamation, soit déposer un dossier ou tout simplement compléter un dossier. Qu'en est-il de l'information rapportée par certains médias disant que les pouvoirs publics ont instruit par écrit la CNR de geler la

réception des dossiers des demandeurs de départ à la retraite. L'information a été démentie une première fois tôt le matin par un responsable syndical de la SNVI «Cette information est erronée. Pas plus tard que mardi passé, j'ai déposé 14 dossiers des travailleurs du Groupe SNVI.»

Au niveau de la CNR, en l'absence du directeur, son adjoint nous a assuré qu'il n'en est rien. «Nous sommes mercredi et il est midi passé, je peux vous assurer que nous n'avons rien reçu. Pour le reste, rien n'a changé, nous continuons à travailler comme d'habitude.»

Abachi L.

INSTRUCTION RELATIVE AU DÉPART À LA RETRAITE DES CHEFS DE SERVICE HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Les directeurs des hôpitaux sommés depuis hier de passer à l'acte

Les directeurs des établissements hospitaliers ont été destinataires depuis hier d'une instruction pour la mise en application de l'arrêté interministériel relatif au départ à la retraite des chefs de services. Il y aura ainsi 182 départs en septembre prochain à l'échelle nationale. Une démarche qui permettra une progression de carrière à la jeune génération, privée depuis une trentaine d'années d'accès à des postes supérieurs.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Une grosse polémique est née le 23 mars dernier, lorsqu'une instruction émanant du Premier ministre annonçait le départ à la retraite des professeurs chefs de services hospitalo-universitaires.

L'instruction met fin au poste de la chefferie de service à tout professeur âgé de plus de 65 ans et fixe le départ à la retraite à 70 ans quel que soit le grade d'un hospitalo-universitaire. Les concernés ont qualifié cette mesure réglementaire d'une «chasse aux sorcières», allant même jusqu'à justifier leur mécontentement par l'absence de la relève. Le professeur Belhadj du syndicat du Snechu (Syndicat national des enseignants hospitalo-universitaires) met les choses au point. Selon lui, le rôle d'un enseignant chef de service hospitalo-universitaire n'est pas la chefferie de service.

Dans son statut, l'activité de ce dernier ce sont les soins, la recherche et l'enseignement. La chefferie de service n'est donc pas son activité de base. L'instruction de Sellal qui vient en aboutissement au long combat du syndicat, dit-il, est en conformité avec ce qui se fait de par le monde. Y a-t-il une relève pour reprendre le flambeau ? Le Snechu est confiant. Ainsi pour le concours de chefferie de service qui sera organisé avant la fin de l'année, l'on s'attend à 1200 postulants, entre maître de conférences A et professeurs, pour 500 postes. Selon les chiffres du professeur Belhadj, il y aura 182 départs à la retraite le 23 septembre.

La professeure Ouahioune, présidente du Snechu, est allée droit au but. Elle ne doute pas des capacités de la jeune génération, mais s'il n'y a pas de relève, dit-elle, c'est

«grave» Parce que cela veut dire que pendant trente ans nous n'avons pas réussi à former. «C'est une honte de dire qu'il n'y a pas de relève, car dans ce cas ça veut dire qu'ils n'ont pas formé pendant trente ans». Tout comme son collègue le professeur belhadj, la professeure Ouahioune se désole, cependant, de l'absence de relève dans la spécialité de la pharmacie. «Dans cette spécialité malheureusement, les gens vont partir sans avoir formé une relève» regrette-t-on. On apprend, cependant, que les directeurs des établissements hospitaliers ont été destinataires depuis hier d'une note les instruisant d'appliquer l'arrêté interministériel relatif au départ à la retraite qui rentrera en vigueur à partir du 23 septembre prochain. Le syndicat rappelle que les chefs de services actuels ont occupé ces postes de responsabilité étant très jeunes. Selon eux, il faut aussi faire confiance à la génération d'aujourd'hui qui ne manque pas de compétences.

«La jeune génération a droit à une progression de carrière»

Les chefs des services hospitalo-universitaires concernés par l'ins-

truction du Premier ministre occupent leurs postes depuis trente ans. Durant cette période de nombreuses générations appartenant à ce corps de médecine sont bloquées dans leur progression de carrière.

Les jeunes médecins travaillent ainsi sans aucune visibilité. «Nous avons le droit d'aspirer à des postes supérieurs», s'insurgent-ils. «Nous avons sacrifié plusieurs générations», estiment les membres du Snechu.

Selon eux, il y a des jeunes professeurs et maîtres de conférences qui aspirent à travailler et à former les générations futures et il faut leur donner espoir.

Pour rappel, depuis l'indépendance il n'y a eu que trois concours pour les chefferies de services. Le premier en 95, le second en 2006 et le dernier, c'était en 2012. La corporation réunit entre 4 000 et 4 500 personnes dont 4% dépassent l'âge de départ à la retraite.

Les concernés dénoncent également le calcul de la retraite qui ne dépasse pas 15 fois le SNMG. Or, un professeur chef de service à la retraite perçoit une pension de retraite nette de près de 180 000 dinars.

S. A.